



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association APEI Les Papillons Blancs de Maubeuge

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
APEI Les Papillons Blancs de Maubeuge
251 rue du Pont de Pierre - BP 90175 - 59603 MAUBEUGE CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).
Société anonyme à conseil
d'administration
Siège social :
Tour ECHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92086 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marq en Baroeul, le 25 juin 2025

KPMG SA

Associé
KPMG SA

Bilan Combiné - Actif arrêté au 31/12/2024 (toutes écritures)

Libellé	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'émission des emprunts (V)				
Total (V)				
Primes de remboursement des emprunts (VI)				
Total (VI)				
Ecart de conversion Actif (VII)				
Total (VII)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI+VII)	57 893 556,53	28 167 462,61	29 726 093,92	28 786 358,35

(1) un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre ce dernier et les autres établissements ou services concernés

(2) Dont à moins d'un an :
Dont à plus d'un an :

(3) Dont créances mentionnées à l'article R314-96 du CASF

(1) Détail des comptes de liaison annexé		
(2) Dont à moins d'un an :	3 011 352,20	3 066 058,31
(2) Dont à plus d'un an :	189 992,63	177 225,24
(3) Dont créances art97 décret 2003-1010		

Bilan Combiné - Passif arrêté au 31/12/2024 (toutes écritures)

Libellé	Net	Net A-1
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de reevaluation		
dont écarts de reeval. sur bien avec droit reprise		
Reserves		
Reserves statutaires ou contractuelles		
Reserves pour projet de l'entité		
Autres (hors reserves ESMS sous gestion controlee)		
Excédents et reserves affectes a l'investissement		
Reserves de compensation des déficits		
Reserves de compensation des charges amortissement		
Excédents affectes a couverture du besoin en FDR		
Autres reserves (des ESMS sous gestion controlee)		
Report a nouveau		
Report a nouveau hors activites SMS		
Report a nouveau activites SMS non controlee		
Report a nouveau activites SMS ss gest ctrlee		
Depenses refusees par l'autorite de tarification		
Charges des activites SMS prise en compte differee		
Excédent ou déficit de l'exercice		
Resultat hors activites SMS		
Resultat activites SMS non controlees		
Resultat activites SMS ss gest controlee		
Situation nette (sous total)		
Fond propres consommable		
Subventions d'investissement		
Provisions regl. pour couverture du besoin en FDR		
Provisions regl. relatives aux immobilisations		
Provisions regl. relatives aux autres elem. actif		
Amortissements derogatoires		
Autres provisions reglementees		
Droits de l'affectant ou du remettant		
Total (I)	10 312 787,87	10 104 749,56
Compte de liaison		
Total (II)		
Fonds reportes et dedies		
Fonds reportes lies aux legs et donations		
Fonds dedies		
Total (III)	4 354 312,92	4 687 157,28
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total (IV)	1 819 268,03	1 819 793,15

1 Objet social

L'objet social de notre association est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet :

-de poursuivre l'étude et la défense des intérêts moraux et matériels des enfants et adultes déficients intellectuels avec ou sans troubles associés

-d'entretenir entre les familles adhérentes, l'esprit familial et de solidarité nécessaire et de leur apporter l'appui matériel et moral indispensable pour leur enfant ou adulte

-de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au meilleur développement moral, physique et intellectuel des personnes déficientes intellectuelles accueillies et/ou en attente de solution adaptée, de promouvoir, de gérer tous les établissements et services indispensables pour favoriser leur plein épanouissement par notamment l'éducation, le soin, la formation, l'exercice d'une activité professionnelle, l'hébergement, l'insertion sociale et professionnelle, l'organisation de leurs loisirs.

L'Association, pour la réalisation de ses buts, pourra créer et gérer tout établissement ou service pouvant répondre aux besoins des personnes déficientes intellectuelles accompagnées ou susceptibles de l'être.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les établissements repris dans le périmètre des comptes consolidés 2024 reprend :

Les établissements sous Gestion Contrôlée.

Ils reprennent les établissements et services agréés par une autorité de tarification. Ils fonctionnent pour un agrément donné et une dotation budgétaire de fonctionnement.

- Etablissements et Services sous l'autorité de tarification de l'ARS :

-IME de Maubeuge

-IME St Hilaire sur Helpe

-IME de Jeumont

-SESSAD de Maubeuge

-SESSAD Aulnoye

-MAS de Recquignies

-ESAT les Ateliers du Val de Sambre

- Etablissements et Services sous l'autorité de tarification Conseil Départemental :

-Centre Habitat

-Foyer Logement

-Foyer de Vie

-CAJ de Recquignies

-SATJ d'Hautmont

-SAVS d'Hautmont

- Etablissements et Services sous double tarification :

-FAM de Recquignies

-FAM de La Longueville

-SAMSU/SAMSU

-Siège Social

Les établissements sous Gestion Propre

Ils reprennent le fonctionnement des activités associatives et les activités commerciales de l'ESAT Les Ateliers du Val de Sambre, de l'Entreprise Adaptée et de l'Atelier Chantier d'insertion.

Le périmètre des activités de la gestion contrôlée listées ci-dessus peut être ainsi défini :

CPOM de l'année 2024 en prorogation du CPOM 2016/2020 (courrier de l'ARS en date du 18/12/2023).

CPOM ARS 2025/2029 pour 10 établissements (3 IME, 2 SESSAD, 1 MAS, 2 FAM, 1 ESAT, 1 SAMSU/SAMSU) rédigé, revu des 2 parties et mis en signature auprès de la Direction de l'ARS fin janvier 2025.

CPOM Conseil Départemental 2023/2027 pour 9 établissements (Centre Habitat, Foyer de Vie, Foyer Logement, CAJ, SATJ, SAVS, 2 FAM, SAMSU/SAMSU) co-signé le 18/10/2024 par l'APEI de Maubeuge et le Conseil Départemental.

Agrément frais de siège 2016/2020 pour le fonctionnement du Siège Social.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Investissements

Les investissements 2024 de la gestion contrôlée s'élèvent à la somme de 554 116 € se répartissant en :

- 457 916 € d'investissements pour l'ARS
- 96 200 € d'investissements pour le Conseil Départemental

Les investissements à l'ARS sont assez significatifs et concernent essentiellement :

- des travaux d'isolation à l'IME ST HILAIRE et la MAS
- des travaux d'agencements sur les sites de l'IME de Jeumont (châssis, portes, clôtures et portillons), de la MAS (chaudières, rénovations des chambres, vidéo surveillance) et l'ESAT (rénovation énergétique avec installations des leds dans les ateliers Aulnoye, travaux sur les alarmes) ;
- Quelques véhicules, matériels informatiques et mobiliers

Les investissements des Etablissements et Services du Conseil Départemental concernent essentiellement :

- des travaux d'installations appel malade, des chaudières sur le Foyer de Vie et l'achat de matériels.

Pour financer ces investissements, les établissements de la gestion contrôlée ont eu recours à l'emprunt à hauteur de 377 400 €, ont mobilisé des provisions, subventions ou crédits reçus des organismes tarificateurs et autres pour 27 249 €. L'autofinancement sur fonds propres a été utilisé à hauteur de 149 466 €.

Les investissements 2024 de la gestion propre s'élèvent à la somme de 3 945 576 € se répartissant en :

- 3 721 143 € d'investissements pour l'Association dont 3 648 449,80 € d'immobilisation en cours
- 198 710 € d'investissements pour la section commerciale de l'ESAT
- 25 723 € d'investissements pour l'Entreprise Adaptée

Pour financer ces investissements, les établissements de la gestion propre ont eu recours à l'emprunt à hauteur de 2 001 851 €, L'autofinancement sur fonds propres a été utilisé à hauteur de 1 828 577 € et enfin grâce à des subventions reçues à hauteur de 115 148 €.

Ressources humaines

L'effectif salarié au 31/12/2024 de l'APei de Maubeuge s'élève à 503 personnes soit 471.40 ETP contre 477 personnes soit 458.39 ETP au 31/12/2023

Il y a eu 40 embauches en CDI au 31/12/2024 dont 16 embauches directes, 23 transformations de CDD en CDI et 1 transformation de contrat aidé en CDI. Concernant les sorties on dénombre 29 sorties dont 5 démissions, 11 sorties pour retraite, 4 ruptures conventionnelles, 1 fin de période d'essai, 5 inaptitudes au poste, 3 licenciements.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- Année des investissements significatifs pour la Réhabilitation de l'IME de Maubeuge.
Ouverture du Chantier de la Réhabilitation de l'IME Maubeuge dans l'Ecole La Fontaine à Maubeuge le 04 Septembre 2023. Les travaux de réhabilitation et extension ont été réalisés durant toute l'année 2024 pour une ouverture de la structure à la mi année 2025. La nouvelle structure accueillera les professionnels et usagers de l'IME de Maubeuge et du SESSAD de Maubeuge.
- L'APEI de Maubeuge va mettre en œuvre en 2025 la transformation du site de l'ESAT de Maubeuge en une légumerie et un atelier de transformation de fruits et légumes. Information apportée à la connaissance de la Sous-Préfecture le 14 Novembre 2024.
- Le contractant général CG21 a été choisi pour être le maître d'œuvre de ce projet qui démarrera fin du premier trimestre 2025 pour une mise en service de cette nouvelle activité fin d'année 2025.
- L'APEI et plus particulièrement l'IME de Jeumont a bénéficié dans le cadre du déploiement dans la région Hauts de France du plan national de création de 50000 nouvelles solutions en proposant une transformation de son offre.
Par décision du 12 juin 2024 l'IME de Jeumont est passé à une capacité totale de 128 places. Il a bénéficié d'une extension de 6 places pour accueillir des enfants présentant des troubles autistiques. Son agrément se définit de la façon suivante :
Déficience intellectuelle : 42 places en semi internat, 24 places en internat et 12 places de SESSAD
Polyhandicap : 16 places semi internat et 6 places de SESSAD
Troubles du Spectre Autistique : 12 places en semi internat, 4 places en internat semaine et 12 places en SESSAD.

- L'APPEI au Journal Officiel du 25/06/2024 de l'accord pour la validation de l'extension du SEGUR à tous les salariés (agents de service, personnels administratifs et de direction) qui n'étaient pas bénéficiaires de l'indemnité LAFORCADE de 238 euros bruts par mois pour un temps plein à compter du 01/01/2024.
- Agrément le même jour d'une clause miroir définissant le cadre et les modalités de la négociation relative à l'avènement de la Convention Collective Unique Etendue.
- Concertation, rédaction du CPOM ARS 2025/2029. Ce dernier avait été prorogé pour les années 2021, 2022, 2023 et 2024 selon le cadre CPOM signé pour les années 2016/2020. Au 31/12/2024, CPOM ARS revu est en attente de signature de la Direction de l'ARS

- Formations et mise en place des premiers éléments comptables et budgétaires pour permettre l'élaboration d'un premier EPRD 2025 pour les Etablissements et Structures sous CPOM ARS pour être en corrélation avec le CPOM ARS 2025/2029

- Concertation, rédaction et signature du CPOM Conseil Départemental 2023/2027. Séance de co-signature organisée entre l'APEI de Maubeuge et les services du Département du Nord le 18/10/2024

- Mise en place de la réforme des ESAT avec l'introduction d'une obligation de couverture des travailleurs en situation de handicap d'ESAT à compter du 01 Juillet 2024. L'APEI de Maubeuge a choisi le prestataire Groupama avec pour gestionnaire Hélium pour assurer ce nouveau droit avec une participation de 50% de l'employeur sur le régime obligatoire applicable.

- DUE instituant un Régime Collectif Obligatoire de Prévoyance Complémentaire « Incapacité-Invalidité-Décès » avec la mise en place de 3 DUE (Cadre/Non Cadre relevant de la CCNT66, Entreprise Adaptée et Atelier Chantier d'insertion).

Ces DUE font suite à la dénonciation des usages et pratiques en vigueur et ont pour objectif d'actualiser et harmoniser la couverture du Régime Collectif Obligatoire au 01/01/2025 en généralisant un délai de franchise de 20 jours pour l'ensemble du périmètre gestionnaire de l'APEI .

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les règlements ANC 2018-06 et 2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du code de l'action sociale et des familles, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06, au règlement ANC 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable pour cet exercice.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

la comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;

la comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement conformément à l'article 212-9 ;

la comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213-22, 221-1 et 222-1.

les coûts d'emprunt engagés pour financer l'acquisition ou la production d'un actif éligible en application de l'article 213-9 ;

l'évaluation des stocks en application de l'article 213-34 ;

les programmes pluriannuels de gros entretien ou de grandes révisions en application de l'article 214-10 ;
l'amortissement des primes de remboursements d'emprunt (en application de l'article 212-10 ;
les frais d'émission d'emprunt en application de l'article 212-11 ;
les subventions d'investissement en application des articles 312-1 ;
les contrats à long terme en application de l'article 622-2 ;
l'évaluation par équivalence de certains titres de participation en application de l'article 221-4 ;
le report / déport du change à terme en application de l'article 628-13.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés : dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;

dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ; dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

6.1.1 Etat de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	223 821.58	0	0	223 821.58
Immobilisations corporelles	40 948 171.50	4 491 999.78	151 775.83	45 288 395.45
Immobilisations financières	692 355.15	144 349.07	44 769.12	791 935.10
Total	41 864 348.23	4 636 348.85	196 544.95	46 304 152.13

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	186 588,01	14 746,07		199 960,87
Immobilisations corporelles	26 518 984,90	1 583 538,08	137 197,36	27 965 325,62
Immobilisations financières	0	0	0	0
Total	26 705 572,91	1 598 284,15	137 197,36	28 166 659,70

6.1.2.1 Dotations de l'exercice

Augmentations de l'exercice	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		14 746,07		
Immobilisations corporelles		1 583 538,08		
Immobilisations financières		0		
Total		1 598 284,15		
Ventilation des dotations				

6.1.2.2 Ventilation des diminutions de l'exercice

Diminutions de l'exercice	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles		102 642,77	46 253,06
Immobilisations financières			
Total		102 642,77	46 253,06
Ventilation des diminutions			

6.1.2.3 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations		Amortissement		Postes du résultat avec dotation	
Immobilisations incorporelles	Linéaire	Entre 3 et 5 ans	X	14 746,07	
	Linéaire	Entre 5 et 30 ans	X	1 583 538,08	
	Immobilisations financières				
Total				1 598 284,14	

6.1.3 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Ils comprennent des titres UNIFED pour la gestion des Comptes Epargne Temps confiée à Malakoff Mederic pour 358 388,77 € et des titres BFCC et Caisse d'Epargne souscrits dans le cadre de l'octroi d'emprunts pour 21 557,02 €.

La valorisation du portefeuille au 31/12/2024 est de 379 832,73 € pour les titres UNIFED Malakoff Mederic.

Variation de la valeur du portefeuille de TIAP

Mouvements de l'exercice		Valeur du portefeuille	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Montant à l'ouverture de l'exercice	Acquisition de l'exercice		338 641,48	
Cession de l'exercice (en prix de vente)	Reprises de dépréciations sur titres cédés		47 551,07	
Plus-values sur cessions de titres :	- détenus au début de l'exercice		-6 285,58	
- acquis dans l'exercice				
Variation de la dépréciation du portefeuille				
Autres variations de plus-values latentes :				
Autres variations de plus-values latentes :				
- sur titres acquis dans l'exercice				
- sur titres acquis antérieurement				
Autres mouvements comptables :			+38,82	
Montant à la clôture de l'exercice			379 945,79	

Les TIAF sont évalués titre par titre à une valeur qui tienne compte des perspectives d'évolution générale de l'entité fondée, notamment, sur la valeur de marché (art. 221-5). Les plus et moins-values de cession de TIAF sont comptabilisées selon le cas en produits ou en charges (art. 221-6 dernier alinéa).

7.1 Actif circulant

7.1.1 Stocks et en cours

La valeur brute des stocks est déterminée de la manière suivante :
Matières premières, approvisionnements et produits finis : 46 444.62 €

7.1.2 Précisions sur d'autres créances

Provisions aux Dépréciations sur créances clients à l'ESAT Commercial et à l'Entreprise
Adaptée pour 802.91 €

7.1.2.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance sont constatées à hauteur de 100 002.62 € contre 55 466.22 € l'exercice précédent

7.2 Tableau des dépréciations de l'Actif

Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks				
Créances	404.60	423.60	25.29	802.91
Immobilisations financières	0			0
Total	404.60	423.60	25.29	802.91

7.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

7.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

	Solde au Début d'Exercice	Augmentations	Diminutions	Transferts	SOLDES à la Fin de l'Exercice
	A	C	c	D	E= A+B+C+D
Réserve d'investissement	1 057 556,48				1 057 556,48
Réserves de compensation	1 455 389,82	82 657,83	53 973,45		1 484 074,20
Autres réserves	5 014 606,84	310 374,45	16419,8	0,00	5 308 561,49
Excédents affectés à la couverture du BFR	977 284,28				977 284,28
Report à Nouveau Gestion Propre	557 082,29	154 591,16	47 383,59		664 289,86
Dépenses refusées par l'autorité de tarif	-787 467,40	14 198,13	6 328,00		-779 597,27
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-111 401,01				-111 401,01
Report à Nouveau Gestion Contrôlée	364 783,84	340 528,27	338 906,75		366 405,36
Résultat hors activités sociales et médico sociales	145 889,85	38 122,26	145 889,85		38 122,26
Résultat des act sociales et medico soc sous gest non cont	-37 188,51	-11 111,04	-37 188,51		-11 111,04
Résultat des act sociales et medico soc sous gest contrôlée	336 964,91	154 064,34	336 964,91		154 064,34
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	559 539,08	121 045,47	91 743,56		588 840,99
Provisions réglementées : pour couvert du besoin fonds roult	21 804,48				21 804,48
Provisions réglementées : Autres	549 904,61	3 988,84			553 893,45
TOTAL	10 104 749,56	1 208 459,71	1 000 421,40	0,00	10 312 787,87

7.3.2 Réerves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.

7.3.2.1 Réerves pour projet de l'entité

Le « projet de l'entité », est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité pour réaliser l'objet social rappelé en première partie de cette Annexe.

INITIULES DES PROJETS		Montant au Début d'Exercice	Augmentations	Diminutions	Transferts	SOLDES à la Fin de l'Exercice
Réserve d'investissement Associative Réserve Provision Retraite Réserve Autres Charges Réserve Projet Associatif "Blanchisserie" Réserve Projet Associatif "Nouveaux Métiers" Réserve Projet Associatif "Marachage" Réserve sur Projet Associatif "Champ du Travail" Réserve sur Projet Associatif "Accompagnement des personnes plus dépendantes" Réserve Projet Amélioration patrimoine	3 175 590,37 54 711,48 332 039,42 125 000,00 77 241,83 57 841,82 40 861,96	177 777,26 14 140,00	125 000,00 77 241,83 57 841,82 40 861,96	14 140,00	-9834,56 9 834,56	3 175 590,37 44 876,92 505 611,24 125 000,00 77 241,83 57 841,82 40 861,96
	77 233,90 0,00 16 191,32 4 064,92 450,00 404,88 6 534,02 61,58 134,96 133,74 232,84 2 594,35 0,43 27 196,45 10 000,00 1 006 086,57	300,00 180,00 1 799,80	128 823,62 423,00	16 419,80	-77 233,90 77 233,90	5 308 561,49 1 134 910,19 10 000,00 27 196,45 423,43 2 594,35 232,84 278,74 134,96 2 061,58 4 734,22 224,88 1 655,57 3 764,92 16 191,32 77 233,90 0,00
Excédent affecté à la réserve de compensation des amortissements Projet associatif "Assistance Juridique" Projet associatif "Communication site Internet" Projet associatif "FAM RECOGNITIONS" Projet associatif "ESAT section Social" Projet associatif "SESSAD MAUBEUGE" Projet associatif "C.A.J." Projet associatif "MAS" Projet associatif "CENTRE HABITAT" Projet associatif "Foyer de Vie" Projet associatif "SATJ" Projet associatif "IME ST HILAIRE" Projet associatif "IME JEUMONT" Projet associatif "IME MAUBEUGE" Réserve Projet Amélioration patrimoine	5 014 606,84 1 006 086,57 10 000,00 27 196,45 2 594,35 232,84 133,74 134,96 61,58 6 534,02 404,88 450,00 4 064,92 16 191,32 0,00 77 233,90	16 419,80	310 374,45 128 823,62 423,00 145,00 2 000,00 1 205,57	0,00	0,00	5 308 561,49

Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financiers

Le « Report à nouveau sous contrôle de tiers financeur » est constitué des résultats réalisés sur des projets (résultats d'établissements, de programmes) qui sont pris en considération par les organismes de financement pour déterminer le montant des ressources à attribuer pour les exercices suivants. Il fait l'objet d'une ventilation par exercice

	31/12/2023	31/12/2022	Solde au
Report à nouveau des activités sociales ou médico-sociales non contrôlées	590 077,75	557 082,29	664 289,86
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	-9 956,43	-9 956,43	-9 956,43
- combustible, eau, électricité	7 315,55	7 315,55	7 315,55
- remboursement non déduits et facturation	-44877,96	-44206,96	-44206,96
- cotisations CREAL, SNAPEI, UNAPEI	-12 532,31	-12 532,31	-12 532,31
- entretien des immeubles, location et charges	-987,48	-987,48	-987,48
- fournitures informatiques	-752,02	-752,02	-752,02
- missions	-581,64	-581,64	-581,64
- refus conseil	-7 323,39	-7 323,39	-7 323,39
- différence sur affectation du résultat	-1 067,14	-1 067,14	-1 067,14
- intérêts sur emprunts	-20923,91	-20923,91	-20923,91
- assurance	-8 440,95	-8 440,95	-8 440,95
- dotations aux amortissements	-468785,76	-468785,76	-468785,76
- frais de siège, ud	-1 597,29	-1 597,29	-1 597,29
- alimentation extérieurs	-637,01	-637,01	-637,01
- documentation	-415,85	-415,85	-415,85
- déplacement	-16 763,67	-16 763,67	-16 763,67
- CET	-69 796,76	-69 796,76	-69 796,76
- retraite	-204768,3	-204768,3	-204768,3
- salaires et charges	-535,04	-535,04	-535,04
- sports et loisirs	-38 368,80	-38 368,80	-38 368,80
- impayé Frais de Séjour	-8 978,66	-8 978,66	-8 978,66
- frais de fonctionnement	-164,29	-164,29	-164,29
- Taxes foncières	-2 372,24	-2 372,24	-2 372,24
- Honoraires	-28405,79	-28405,79	-28405,79
- Formation	-4 758,00	-4 758,00	-4 758,00
- reclassement medecins	-1 732,00	-1 732,00	-1 732,00
- Provisions RTT	-1,68	-1,68	-1,68
- différences sur affectation rat	-825,59	-825,59	-825,59
- retraitements des primes COVID	15 395,87	15 395,87	15 395,87
- reprise des dotations des subv non encore amorties	132 304,57	132 304,57	132 304,57
- Excédent sur Frais Séjour	-805 520,51	-805 520,51	-805 520,51
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou impossibles aux financiers	-17 500,00	-17 500,00	0,00
- liges prud'homal	-56539,88	-56539,88	-56539,88
- congés payés	-56742,83	-56742,83	-56742,83
- retraite	-111 401,01	-111 401,01	-111 401,01
Dépenses non opposables aux tiers financiers	-8338,94	-8338,94	-8338,94
RAN CAT Plan économie 98 (2)	13374,96	13374,96	13374,96
RAN CAT Plan économie 99 (2)	-4 787,88	-4 787,88	-4 787,88
RAN CAT Plan économie 00 (2)	248,04	248,04	248,04
RAN 1er Contrat Objectif (2)	120432,61	120432,61	120432,61
Excédent Mesure Exploitation	9468,44	9468,44	9468,44
Résultats Antérieurs 2006	10963,16	10963,16	10963,16
Résultats Antérieurs 2014	23215,68	23215,68	23215,68
Résultats Antérieurs 2015	3973	3973	3973
RAN Débiteur Gestion contrôlée	-64751,26	-64751,26	-64751,26
Résultat en attente décision tutelle	200996,98	200996,98	200996,98
Affectation Subv sans droit de reprise	0	0	0
Report à nouveau des activités sociales ou médico-sociales sous gestion contrôle (hors affectation)	369 297,91	364 783,84	366 405,36
Résultat association	12217,29	145889,85	38122,26
Résultat sans section commerciale	7635,84	-11078,01	-10530,32
Résultat entreprise adaptée	-56232,79	-36306,58	-22792,39
Résultat Atelier Chantier d'insertion	-36 906,27	10195,08	1151,03
Résultat compta N	206932,79	275011,47	69 603,50
Résultat résultat N-2	82394,11	61953,44	84 460,84
RESULTAT GESTION TIERS FINANCIERS	289 326,90	336 964,91	154 064,34
Charges refusées	6328		
Reprises Charges Accordées	-177836,39		
Réintégrations reprise FDD	78132,84		
RESULTAT ADMINISTRATIF	195 952,35	336 964,91	
Reprise sur résultat N+2			
Excédent			
Déficit			
Résultat en Attente de réponse tutelle	-37665,74	340528,27	
Résultats Antérieurs G. Contrôle		-1855	
Réserve de Compensation déficits expl	82657,83		
Réserve compensation chges amort	-62324,2	-1708,36	
Réserve affectation	128823,62		
Reprise			
Variation temporaire de la Dotation N+2	84460,84		
Réserve autres charges			
Provision pour retraites			
Reprise RAN PAC Différée			
excédent affecté aux financement mesures			
Réserve d'investissement			

7.3.4

L'excédent de l'exercice

Le résultat de l'exercice se compose de :

+27 011.22 €, résultat définitivement acquis à l'organisme ;

+154 064.34 €, résultat sous contrôle de tiers financeurs, « résultat pouvant être repris par un tiers financeur »

7.3.5

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissements sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan

La première application du changement de réglementation a été appliquée suivant le règlement 2018-06 de façon rétrospective en 2020.

Le montant de la quote-part d'amortissements des subventions d'investissements non entièrement amorties s'élève à 100 519.73 € au 31/12/2024.

7.3.6

Provisions réglementées et Provisions pour Risques et Charges.

Le tableau des réserves et provisions au 31/12/2024

CONSOLIDATION ANNEE 2024

N°	Catégorie	Montant Initial	Recettes Divers - Engagements à recevoir	Dépenses C 700 Reportés sur Engagements	TRANSFERT	SOLDES à reporter Fin Exercice
19211000	FONDS DEBIES INVESTISSEMENT	2 594 640,54		-	16 716,48	2 577 924,06
19212000	FONDS DEBIES INVESTISSEMENT AMORT	1 286 586,29		160 166,55	16 716,48	1 143 146,22
1922020	FONDS DEBIES QVT	112 176,43	18 992,00	72 882,21		56 286,22
1922090	FONDS DEBIES EXTENSION CTE ESMS PRIVES HORS BAD 3 MOIS	49 294,77			11 783,12	37 511,65
192212	FONDS DEBIES AMENAGEMENTS ET MATERIELS	4 824,00				4 824,00
19222135	FONDS DEBIES TED	21 533,84				21 533,84
19222136	FONDS DEBIES EDAP	42 013,47	28 000,00	26 513,84		43 499,63
19222137	FONDS DEBIES CAP HANDEO		28 000,00			28 000,00
19222160	FONDS DEBIES PROJET MAT INFORMATIQUE	1 800,00				1 800,00
192222210	FONDS DEBIES MATERIEL POTERIE	1 800,00				1 800,00
192222200	FONDS DEBIES TRANSPORTS ACC JOUR	51 423,59				51 423,59
19226400	FONDS DEBIES GRATIFICATIONS STAGIAIRES	31 550,44		13 822,97		17 727,47
19226410	FONDS DEBIES PERSONNEL	460,53				460,53
19226480	FONDS DEBIES FORMATION	42 730,97		20 000,00		22 730,97
19226481	FONDS DEBIES DEMARCHE QUALITE	4 500,00				4 500,00
1947310	FONDS DEBIES AVANCE AMENAGEMENTS CRETON	82 225,72	382,68	-	66 349,72	16 258,68
	FONDS DEBIES SUR SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	82 225,72	382,68	-	66 349,72	16 258,68
19500011	FONDS DEBIES CFA	4 168,22		2 933,35	-569,14	655,73
19500012	SUBV REPS MAS	4 295,79		450,33		3 847,46
19500013	SUBV URC MAS	4 346,02		450,33		3 897,69
19500014	SUBV CAPRICE MAS	10 999,89		916,67		10 083,22
19500015	SUBV CIRCIC MAS	5 500,01		450,33		5 041,68
19500016	SUBV CCAH CRICA FGV	4 673,49		635,20		3 938,29
19500017	SUBV CCAH INSTITUTION NATIONALE DES RETRAITES DES SALAIRES	4 055,13		579,31		3 475,82
19500018	SUBV CCAH CAISSE DE RETRAITES DES INGENIEURS ET CADRES FGV	4 055,13		579,31		3 475,82
19500019	SUBV CCAH CAISSE INTERPROF DE RETRAITE DES SAL DE INDUSTRIE ET COMMERCE FGV	4 055,13		579,31		3 475,82
19500020	SUBV CCAH URC FGV	11 305,59		733,33		10 572,26
19500021	SUBV CCAH MEDERIC PREVOYANCE FGV	22 811,10		1 466,67		21 144,43
19500022	SUBV CCAH CIRCIC FGV	23 344,43		1 466,67		21 877,76
19500023	SUBV CCAH CIRCIA FGV	23 827,76		1 466,67		22 061,09
19500024	SUBV INCAPEX FGV	12 253,78		733,33		11 520,45
19500025	SUBV CCAH CAPIMAC FGV	14 952,50		916,67		14 035,83
19500026	SUBV CCAH ALTEA FGV	15 163,18		916,67		14 246,51
19500027	SUBV CCAH BEUN RETRAITE FGV	1 833,31		1 833,31		0,00
	FONDS DEBIES SUR CONTRIBUTIONS FINANCIERES AUTRES ORGANISMES	171 030,56	-	17 131,46	569,14	153 329,96
19600001	FONDS DEBIES AIDES AUX ADULTES	40 966,17		17943,46		23 022,71
19600002	FONDS DEBIES VEILLISEMENT PH FAMILLE	13 559,55				13 559,55
19600003	FONDS DEBIES HABITAT INCLUSIF	32 772,78				32 772,78
19600005	FONDS DEBIES INVEST FONCTIONNEMENT AVIATION	88 874,22	10 338,19		11 404,76	87 807,65
	FONDS DEBIES SUR RESSOURCES LIEES A LA GEMEROSTE DU PUBLIC	176 172,82	10 338,19	17 943,46	11 404,76	157 162,79
	TOTAL GENERAL FONDS DEBIES	4 667 157,28	85 712,87	328 450,49	90 106,74	4 354 312,92

COMPT
689
791
131
736
120000

85 712,87

328 450,49

11 404,76
569,14
78 132,44

7.4.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

— Selon la recommandation ANC n°2013-02

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

Age de départ à la retraite présumé 64 ans

— taux d'actualisation : 3.50%

— taux d'évolution de la valeur de point : 0%

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est le taux moyen des charges sociales de chaque établissement et services.

7.5 Dettes

7.5.1

Emprunts et autres dettes assimilés

7.5.1.1

Partenaires - comptes courants

Les nouveaux emprunts de l'exercice s'élèvent à hauteur de 1 624 151,12 €.

Le montant des fonds apportés ou laissés temporairement à la disposition de l'entité par les partenaires, comptabilisé en « Partenaires-compte courant » (confédérations, fédérations, unions ou associations affiliées de l'entité), est de 180 000 € au 31/12/2024.

7.5.1.2

Produits constatés d'avance

A la clôture de l'exercice la variation du poste par rapport à l'exercice précédent s'explique ainsi La comptabilisation de fonds d'accompagnement et subventions qui seront utilisées sur l'exercice 2024

7.6 ***État des échéances des créances et des dettes***

le tableau des créances et dettes au 31/12/2024

Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés) ;

Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;

Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

8.1

Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice			Excédent
Gestion propre (= libre)			
1	Association		38 122.26 €
2	ESAT pour les Activités Commerciales		10 530.32 €
3	Entreprise Adaptée	-22 792.39	
4	Atelier Chantier d'insertion		1 151.03 €
Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)			
4	CPOM ARS		187 365.47 €
5	CPOM CONSEIL DEPARTEMENTAL	-37 578.76 €	
6	SIEGE SOCIAL		4 277.63 €
Résultat de l'exercice			181 075.56 €

8.2 Produits du compte de résultat

8.2.1

Cotisations

Leur montant s'élève à 5 525 € au 31/12/2024 contre 6 735 € au 31/12/2023

8.2.2

Ventes de biens et de services

Les ventes de produits finis, prestations de services et production immobilisée s'élèvent à 3 986 559,68 €

8.2.3

Produits de tiers financeurs

8.2.3.1 Concours publics et subventions d'exploitation

8.2.3.1.1 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	ARS	CD59	ETAT	Taxe apprentissage	Autres
Dotations et produits de tarification	19 290 769,18	5 855 634,29			
Subvention d'exploitation				7 057,77	348 218,70
Contributions Usagers					664 184,55
Complément rémunération des personnes handicapées			5 554 247,32		
Forfait Hospitalier					93 560

8.2.4

Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprise sur provisions : 149 443,84 €

Transferts de charges : 8 939,44 €

8.2.5

Utilisations des fonds dédiés

Utilisation de fonds reportés sur investissements : 160 156,55 €

Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation : 133 219,02 €

Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes : 17 131,46 €

Utilisations des fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public : 17 943,46 €

8.2.6

Autres produits

Repas des travailleurs handicapés : 219 152,33 €

Avantages en nature 28 672,88 €

8.3	Charges du compte de résultat	<p>8.3.1 <i>Autres Achats et charges externes</i> Leurs montants est de 7 452 611,66 € au 31/12/2024</p> <p>8.3.2 <i>Impôts, taxes et versements assimilés</i> Leur montant est de 1 355 261,36 € au 31/12/2024 contre 1 357 417,08 € au 31/12/2023</p> <p>8.3.3 <i>Salaires et traitements, charges sociales</i> Leur montant est de 26 177 148,76 € au 31/12/2024 contre 24 966 354,78 € au 31/12/2023</p> <p>8.4 Résultat Financier Le résultat Financier au 31/12/2024 reprend essentiellement les charges d'intérêts versées et les produits financiers perçus. Il est de -20 027,28 €.</p> <p>8.5 Résultat Exceptionnel Il reprend essentiellement les mouvements constatés sur les sorties d'immobilisations (produits de cession et valeur nette comptable) et le retraitement de dettes échues. Il s'élève à 94 456,64 € au 31/12/2024.</p> <p>8.6 Contributions volontaires en nature du compte de résultat Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à : Des contributions en travail: bénévolat, mises à disposition de personnes; Des contributions en biens: dons en nature redistribués ou consommés en l'état; Des contributions en services: mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services. La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel </p>
8.7	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	<p>Cependant, certaines Contributions Volontaires en Nature ne sont pas comptabilisées</p> <p>Notre entité estime que la présentation des contributions volontaires en nature n'est pas compatible avec ses principes de fonctionnement, la valorisation du bénévolat du Président, des membres du Conseil d'Administration et de tous les bénévoles participant ponctuellement à la vie de l'association et des établissements n'est pas valorisée.</p> <p>En effet, l'APCI de Maubeuge n'a pas les moyens nécessaires pour recenser et valoriser le nombre d'heures de bénévolat effectuées.</p>
8.7.1.1	Produits à recevoir	<p>Ils s'élèvent à la somme de 648 296,06 €. Ils concernent essentiellement les produits à recevoir du Conseil Départemental et de l'ARS</p>

8.7.1.2 Honoraires des commissaires aux comptes

KPMG	
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	26 289,60 €
Au titre d'autres prestations	1 080,00 €
Honoraires totaux	27 369,60 €

9 Informations relatives à la fiscalité

9.1 Impôt sur les bénéfices

9.1.1 Ventilation de l'origine de l'IS

Résultat	Résultat courant	Résultat avant impôts	28 989,08	94 456,64
exceptionnel (et participation)				
		Impôts : -	Intérêts des placements	26 831,00
		Résultat après impôts	2 158,08	94 456,64

9.2 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 0 € en 2024.

Les 3 plus hauts cadres dirigeants ou bénévoles au sens de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif sont :

- la Présidente de l'APEI
- les Vice Présidents de l'APEI
- et la Trésorière de l'APEI

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

CADRES		NON CADRES		TOTAL	
Salariés de l'AP EI	Mis à disposition	Salariés de l'AP EI	Mis à disposition	Salariés de l'AP EI	Mis à disposition
15				15	
12				12	
3		43		46	
20		240		260	
			9		9
1		50		51	
		119		119	
Service Généraux				503	

Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

Caution	Montant initial	Date de Souscription	Restant au 31/12/2024	Organisme Prêteur
Conseil Général -Foyer de Vie	1 596 426,88 €	2002	82 243,49 €	CDC
Conseil Général -FAM Recquignies	2 129 306,26 €	2007	356 103,42 €	B FCC
Conseil Général -FAM La Longueville	1 850 000,00 €	2008/2009	721 500 €	CDC

11.1 Engagements financiers donnés et reçus

11.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

L'engagement retraite figurant dans les comptes au 31/12/2024 s'élève à 1 733 551,21 €

La dotation de l'exercice s'élève à 73 460,76 €

Les paramètres utilisés pour ce calcul reprend :

- L'âge de départ à la retraite à 64 ans
- Le taux d'actualisation 3.50%
- Le taux d'évolution de la valeur de point 0%
- Le taux de charges sociales de chaque structure
- La probabilité de présence

Probabilité de présence jusqu'à la retraite		Age	Age Coef	Ancienneté
25	0,05	25,00	0,10	0,05
37	0,25	37,00	0,25	0,40
45	0,40	45,00	0,55	0,75
52	0,55	52,00	0,90	0,95
56	0,75	56,00	0,90	0,95
60	0,90	60,00	0,90	0,95
62	0,95	62,00	0,95	0,95

Comme l'article 11 du nouvel arrêté du 22 mai 2019 le précise L'arrêté du 30 juillet 1993 portant fixation des modalités de présentation du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public par des organismes faisant appel à la générosité publique, est abrogé. Il reste applicable aux exercices ouverts jusqu'au 31 décembre 2019 à moins que le présent arrêté ne soit appliqué par anticipation pour l'exercice en cours à sa date de publication.

L'arrêté du 22 mai 2019 fixe les modalités de présentation du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public par des organismes faisant appel public à la générosité

Notre entité n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public percevant des dons pour un montant supérieur à 153K€.